

Grand entretien avec Daniel Gaxie

Réflexions sur la sociologie de l'opinion De la nécessité de faire le lien entre espace social et espace des représentations de l'Europe

Savoir/Agir: *Vous venez de terminer une enquête collective, Concorde, sur les « conceptions ordinaires relatives à la construction européenne »¹ dans cinq pays: en France, en Allemagne, en Italie, en Pologne et en République tchèque. Parallèlement, vous dirigez le groupe « France » qui travaille sur les perceptions des élites politiques, syndicales, médiatiques et économiques dans 17 pays (enquête IntUne²). Pouvez-vous nous présenter ces enquêtes ?*

Daniel Gaxie: Ces enquêtes relèvent de la sociologie de l'opinion. Que veut dire avoir une opinion ? Les députés,

Daniel Gaxie est professeur de science politique à l'université Paris 1 (Panthéon-Sorbonne) et membre du Centre de recherches politiques de la Sorbonne (université Paris 1/CNRS).

Propos recueillis par Hélène Michel et Louis Weber

qui sont vraiment des spécialistes de l'Europe, ont une manière très particulière de répondre aux questions. Quand ils s'expriment, ils mobilisent une somme importante d'expériences politiques pratiques. Prenons une question comme: « Quel serait le niveau de gouvernance approprié pour traiter de la protection de l'environnement ou de la lutte contre le chômage ? » Elle fait partie de l'Eurobaromètre³. Elle est

1. Projet de recherche sur les conceptions ordinaires de l'Europe (Concorde) dirigé par Daniel Gaxie.

Ce projet regroupe quatre laboratoires: le Centre de recherches politiques de la Sorbonne (CRPS), le Centre Marc Bloch du ministère des Affaires étrangères à Berlin, le Groupe de sociologie politique européenne à Strasbourg (GSPE université de Strasbourg II et CNRS) et le Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie (Curapp, université Jules-Verne et CNRS). Il fera l'objet d'une publication en 2010.

2. *IntUne* (pour *Integrated and united*): une première enquête européenne sur « Les élites politiques, syndicales, médiatiques et économiques et l'Europe », lancée à partir de 2005 avec le soutien de la Commission européenne.

3. Depuis 1973, la Commission européenne effectue un suivi régulier de l'opinion publique dans les États membres. Comme l'indique le site consacré à cette question (http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm), ce suivi, qui

donc posée à tout le monde, y compris au citoyen ordinaire. On observe qu'il y a plusieurs manières d'y répondre. On peut enregistrer des réponses générales du genre: « L'environnement, bien sûr, ça ne s'arrête pas aux frontières, donc cela doit être traité au niveau de l'Europe. » En revanche, les virtuoses de l'Europe, comme je les appelle en me référant à un concept de Max Weber, se référeront à des exemples concrets. Ils diront: « Sur tel problème, c'est évident, ce sont les trois niveaux qui doivent intervenir... »

S/A: Vous interrogez donc à la fois les élites, à travers IntUne, et les citoyens ordinaires, via Concorde ?

DG: Oui. L'un des intérêts de poser les mêmes questions dans le cadre des deux enquêtes, c'est qu'on peut observer toute la gamme des réactions aux questions des sondages d'opinion, ainsi que les différents niveaux de compréhension. Dans l'enquête Concorde, nous avons fait exprès de reprendre des questions classiques des Eurobaromètres, comme: « Il y a un débat sur la construction européenne. Certains disent qu'il faut la poursuivre, d'autres

qu'il faut l'arrêter. Vous, qu'est-ce que vous en pensez ? » L'idée était en effet d'examiner ce que des citoyens ordinaires de toutes catégories comprennent quand on leur pose ce type de question et d'observer comment ils répondent.

S/A: Qu'est-ce que vous entendez par citoyen ordinaire ?

DG: Quand on parle de citoyens ordinaires, on suppose bien sûr qu'il y a des citoyens extraordinaires. Ce n'est donc pas une très bonne expression, mais nous n'en avons pas trouvé d'autre pour désigner ce que nous voulons désigner. Pour notre enquête, les citoyens ordinaires sont des hommes et des femmes qui n'ont pas de raison particulière d'investir dans les questions européennes, à la différence, par exemple, d'un député français membre de la Commission pour les affaires européennes de l'Assemblée nationale. Celui-ci est, de par sa fonction, spécialisé sur ces questions. Les citoyens ordinaires sont donc des hommes et des femmes sans rapport particulier avec l'Europe. Ils ne sont ni des professionnels de la politique ni des fonctionnaires européens, et ils ne font pas partie des « catégories dirigeantes » en charge des problèmes publics. L'idée était donc de solliciter des personnes de tous les âges, des hommes et des femmes, des riches et des pauvres, des personnes éduquées ou non éduquées, des ruraux et des urbains, des personnes exposées à des situations spécifiques, comme les agriculteurs ou les pêcheurs... Nous ne voulions pas nous concentrer sur un seul segment du public, et encore moins

se traduit par l'Eurobaromètre, constitue pour les instances européennes « une aide précieuse à la préparation, la décision et l'évaluation de son travail ». Ces sondages et études traitent de « très nombreux thèmes d'intérêt européen qui concernent directement les citoyens d'Europe: la construction européenne, la situation sociale, la santé, la culture, les technologies de l'information, l'environnement, l'euro, la défense, etc. ».

Le Parlement européen, de son côté, publie depuis quelques années son propre Eurobaromètre.

sur les « élites ». Nous avons cherché à inclure le plus de catégories différentes possibles. Nos échantillons ne sont pas représentatifs, d'abord à cause de leur taille. Pour la Pologne, nous travaillons avec une centaine de personnes, en France nous en avons environ 330, les Italiens en ont retenu une soixantaine. Par ailleurs, le poids relatif des diverses catégories dans la population n'est pas respecté: notre objectif était d'obtenir des échantillons non pas représentatifs, mais diversifiés, tout en étant conscients que nous pourrions nous heurter à des obstacles sociaux. Il est clair en effet qu'il y a des segments du public plus accessibles que d'autres. Par exemple, interroger les membres de catégories populaires sur des sujets européens est plus difficile. Il fallait donc porter une attention particulière à certaines catégories. Nous avons fait périodiquement des bilans de ce qui était obtenu en termes de structure des échantillons, pour rééquilibrer si nous nous rendions compte que nous n'avions pas assez d'instituteurs par exemple, ou qu'il serait intéressant d'avoir un curé, etc. Avec ces échantillons diversifiés, nous voulions toucher le plus possible de catégories différentes et surtout éviter de nous intéresser aux seules élites et aux personnes spontanément disponibles pour parler de l'Europe. Nous voulions au contraire toucher aussi ceux qui sont réticents à parler de l'Europe, par exemple dans les milieux ouvriers, peu politisés, peu ou pas syndiqués. Nous avons pu ainsi enregistrer la parole et les réactions de catégories que l'on n'entend que rarement dans les

médias et dans la littérature académique sur de tels sujets.

S/A: Dans quelle mesure cette enquête peut-elle être considérée comme une réaction aux enquêtes Eurobaromètre ?

DG: Il est vrai qu'étudier ce que des citoyens ordinaires de toutes conditions pensent de l'Europe peut apparaître comme peu original. Les enquêtes Eurobaromètre⁴ les interrogent deux fois par an depuis 1973 ! Or, de mon point de vue, les méthodes adoptées dans ces enquêtes ne permettent pas d'avoir une appréhension satisfaisante des diverses attitudes à l'égard de la construction européenne. Il est important de le souligner car ces enquêtes constituent une source hégémonique pour les hommes politiques, les journalistes, les experts et les spécialistes des études européennes.

Pourquoi posent-elles des problèmes méthodologiques ? Parce qu'elles demandent aux personnes interrogées de répondre à des questions fermées, avec de formidables impositions de problématiques. On pose des questions qu'une partie des enquêtés ne se posent pas, et qu'ils n'ont jamais eu l'occasion de discuter avant l'enquête. Interroger sur l'Europe, c'est déjà une imposition de problématique, pour certaines personnes. Leur poser des questions sur le niveau approprié de gouvernance, ou sur l'union politique, c'est encore pire !

4. Voir Philippe Aldrin, « L'Union européenne face à l'opinion. Construction et usages politiques de l'opinion comme problème communautaire », *Savoir/Agir* n° 7, mars 2009.

À cela s'ajoute le fait que les questions étant fermées, on demande aux personnes interrogées de se borner à choisir entre des réponses suggérées. Ce point peut sembler technique et secondaire, mais il entraîne toute une série d'effets. Par exemple, on comprend qu'il est plus facile de répondre quand on vous propose de choisir entre différentes réponses. Vous n'avez pas à avouer que vous ne savez pas, vous pouvez sauver la face en répondant à la question telle que vous croyez la comprendre et en mobilisant ce qui vous passe par la tête à ce moment-là. Ce phénomène est bien connu des spécialistes. Il y a un autre problème avec les questions fermées : on obtient des réponses formellement identiques, mais qui peuvent être très différentes sous le rapport de la conviction et de la signification. Prenons la question : « Êtes-vous favorable à ce que l'Union européenne devienne une union politique ou doit-elle rester une zone de libre-échange économique ? » Si je réponds « union politique », ma réponse va se cumuler avec celle de tous ceux qui ont répondu « union politique ». Le postulat sous-jacent est que ces réponses peuvent être additionnées parce qu'elles seraient homogènes. Or, un tel postulat est tout sauf certain. En toute rigueur, pour pouvoir additionner des réponses (en fait des choix de réponses suggérées), il faudrait s'assurer préalablement que toutes les personnes concernées ont bien compris la question, ce qui n'est pas toujours évident, qu'elles ont compris la question de la même manière et qu'elles ont vraiment répondu de la même manière,

c'est-à-dire à partir d'instruments de jugement homogènes et en fonction de motifs similaires. Notre enquête Concorde démontre sans ambiguïté que de tels postulats sont intenable dès qu'on se donne les moyens d'observer vraiment comment diverses catégories de citoyens réagissent quand on leur demande de s'exprimer sur des sujets européens, sans les béquilles artificielles des réponses suggérées. On le voit aussi paradoxalement avec les « virtuosos » des catégories dirigeantes : la masse d'information et d'expérience qu'ils investissent pour répondre aux questions fait que... souvent ils refusent de répondre à la question telle qu'elle est posée ! Quand vous leur posez certaines questions des Eurobaromètres, ils ne cessent d'esquiver en disant : « Vos questions sont simplistes, le problème ne se pose pas comme ça... » On peut également observer les biais introduits par l'usage de questions fermées, y compris au sein de ces catégories dirigeantes. Comme on leur demande d'expliquer leurs réponses, on constate que des personnes qui sont d'accord sur les grandes orientations (par exemple celles qui défendent des points de vue fédéralistes) vont choisir des réponses différentes à la question fermée du fait des ambiguïtés que la problématique de la question présente à leurs yeux. Inversement, des personnes d'opinions opposées vont, dans certains cas, choisir une même option de réponse, pour des raisons complètement opposées. La grande faiblesse des Eurobaromètres, et, du même coup, des analyses académiques qui reposent sur une ana-

lyse secondaire de ces matériaux (c'est-à-dire, en fait, de la très grande majorité des travaux relatifs aux *opinions* des citoyens sur l'Europe, avec quelques heureuses exceptions), c'est qu'on dispose de réponses mais sans aucune information sur ce que les personnes ont en tête quand elles répondent. On ne sait du même coup pas grand-chose des représentations subjectives de l'Europe, peu de chose des raisons subjectives d'aimer ou de ne pas aimer la construction européenne, ou de l'aimer *et* de ne pas l'aimer, etc. L'objectif du programme Concorde était précisément d'essayer de se donner les moyens de mieux appréhender ce que des citoyens « ordinaires », de conditions très diverses, pensent de l'Europe, comment et à partir de quoi ils perçoivent les réalités européennes, en commençant par un questionnement sur ce qu'ils en savent ou n'en savent pas.

Une de nos hypothèses de recherche était que certaines catégories du public ont peu d'opinions sur ces sujets, et que d'autres sont davantage concernées. Alors que le principal présumé, certes tacite, des travaux qui reposent sur l'analyse secondaire de bases de données d'enquêtes d'opinion, est que tout le monde en pense quelque chose, et même que tout le monde en pense quelque chose de politique. Que tout le monde en somme est également équipé pour répondre à toutes les questions que ceux qui ont le pouvoir d'interroger se posent et ont envie de poser. L'intérêt du programme Concorde est d'essayer de se donner quelques moyens de comprendre ce qui se passe quand on pose les mêmes questions – politiques –

à des personnes très différentes. C'est au demeurant le cas avec la question posée au corps électoral lors d'un référendum comme celui de 2005 en France et aux Pays-Bas. Qu'est-ce qui se passe alors ? Comment les personnes interrogées traitent-elles la question et comment les électeurs réagissent-ils ?

S/A : Votre enquête se termine. Quelles sont les grandes conclusions auxquelles vous arrivez ?

DG : Le premier résultat, qui permet de questionner la fiabilité de l'Eurobaromètre, est le constat d'un faible niveau d'information sur l'Europe, y compris, bien qu'à un moindre degré, dans les catégories bien informées en général. Il y a certes des inégalités, mais la tendance générale est celle d'un niveau faible. Il est par exemple surprenant d'observer le nombre de personnes qui déclarent ne pas savoir de quoi il s'agit quand on les interroge sur les élections européennes. Pourtant, cela fait trente ans qu'elles existent. Dans les enquêtes Eurobaromètre, il y a une question sur la « confiance accordée au Parlement européen, à la Commission, au Conseil des ministres, à la Cour européenne de justice ». Les réponses donnent lieu à des analyses sophistiquées. Dans notre enquête, nous avons constaté que les personnes interrogées avaient souvent une vague idée du Parlement européen, mais ne savaient pas ce qu'est la Commission, pour ne pas parler des autres institutions ! Pourtant, une proportion relativement importante de personnes interrogées répond quand on leur

demande si elles ont confiance dans ces institutions ! Le problème est que beaucoup des questions posées par les enquêtes d'opinion présupposent un niveau d'information important !

S/A: Ne pourrait-on pas faire les mêmes constats à propos des institutions françaises ?

DG: Certainement, mais le niveau de non-information est tout de même beaucoup moins élevé et les citoyens disposent de divers repères dont ils sont privés pour les questions européennes. On « connaît » mieux les institutions de la France. Sans doute faut-il se demander ce que l'on entend par connaître. C'est une question scientifique en soi. Par exemple, nous obtenons des réponses du type: « Ah oui, le Parlement européen, je connais ! C'est à Strasbourg et je suis passé une fois devant en bicyclette ». Donc, en ce sens, « connaître » l'institution, c'est savoir la localiser ou avoir quelque chose à en dire. Il existe des personnes qui ont le sentiment subjectif de connaître quand elles peuvent associer un nom à une institution. Mais même le simple fait d'associer un nom peut se révéler difficile: « Qui est le président du Parlement européen ? » se demandent souvent nos enquêtés. Il peut y avoir confusion avec le président de la Commission. Certaines personnes que nous avons interrogées ont cité Valéry Giscard d'Estaing, sans doute parce qu'il a été le président de la Convention pour l'Union européenne. Certains des citoyens « ordinaires »

ont le sentiment de « connaître » quand ils peuvent citer le nom d'une personnalité, mettre un visage, situer dans un lieu... Mais cela ne veut pas dire qu'ils connaissent l'institution, ses compétences, ses décisions, son rôle.

S/A: Quel est le deuxième résultat remarquable ?

DG: Les modes de perception, d'information, de réaction, de jugement et d'évaluation sont extrêmement divers. Ce ne sont pas seulement les orientations – favorables ou critiques – à l'égard de la construction européenne qui varient ! Les Eurobaromètres présupposent une homogénéité: tout le monde aurait une opinion, tout le monde aurait une opinion politique, politiquement structurée. Donc, tous les citoyens pourraient être situés sur un axe politique unique, depuis les plus hostiles à l'intégration européenne jusqu'aux plus enthousiastes, chacun aurait sa place. Il y aurait – autre présupposé – une unidimensionnalité des opinions à l'égard de l'Europe. Notre enquête met au contraire en évidence le fait qu'il existe des attitudes très différentes à l'égard de l'Europe, que l'on ne peut pas réduire cette diversité des attitudes à l'opposition entre ceux qui sont favorables et ceux qui sont hostiles à la construction ou à l'Union européennes.

S/A: Peut-on dire qu'il y a un lien avec le degré d'information des personnes ?

DG: Oui, mais pas seulement. Une variable importante, c'est le degré de

politisation. Il y a par exemple un mode de jugement de l'Europe que nous appelons la vision synoptique. C'est une vision d'ensemble, générale, politique. C'est la vision des personnes qui se disent en faveur de l'Europe, ou en désaccord, avec des arguments politiques du type: « L'Europe n'est pas assez sociale, il n'y a pas assez de services publics. » Cette perception est très liée au niveau de politisation des individus, qui dépend lui-même du niveau culturel, et par conséquent du niveau scolaire ou le cas échéant d'un capital culturel de substitution comme celui qui s'acquiert et s'accumule à travers une expérience militante. Car les personnes qui ont un niveau scolaire assez faible, mais qui sont actives dans des syndicats, des associations ou des mouvements sociaux, peuvent accéder à ce mode de perception et d'évaluation « synoptique » de l'Europe. Ces attitudes politiques générales – positives, négatives ou mixtes – n'existent que dans des fractions limitées du public: les plus cultivées, les plus scolarisées, ou celles qui ont bénéficié de ce passage dans les groupes militants. Par exemple, j'ai interrogé dans le cadre de l'enquête Concorde un artisan coiffeur, titulaire d'un BEP coiffure qui adoptait un point de vue que l'on peut qualifier de politique et de synoptique sur les questions européennes. Il est passé dans sa jeunesse par la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), où il a connu une forme de socialisation politique particulière, très engagée (entre autres choses) en faveur de l'Europe. Donc la principale variable explicative de ce type particu-

lier d'attitude peut avoir deux faces: le niveau culturel lié au niveau scolaire ou un capital culturel de substitution.

Il existe une seconde variable qui pèse sur les attitudes à l'égard de l'Europe que nous appelons l'expérience de l'Europe. C'est-à-dire la façon dont des hommes et des femmes rencontrent ou non les questions européennes dans leur vie quotidienne. Il existe par exemple des catégories de la population extrêmement « exposées » à des réalités européennes, comme les agriculteurs ou les pêcheurs. Dans ce cas, on observe un mode de perception de l'Europe et un mode de production des opinions sur l'Europe qui sont très particuliers. Si cela s'accompagne d'un niveau élevé d'éducation ou de politisation, nous sommes renvoyés au cas précédent. Mais si ce n'est pas le cas, nous nous trouvons devant un type d'attitude différent. Les membres de ces populations se focalisent sur un aspect particulier de l'Europe. Et ils jugent l'Europe à partir de cet aspect. Je me souviens d'un entretien avec un agriculteur. Il avait un jugement très positif sur l'Europe et la construction européenne, qui s'appuyait exclusivement sur sa perception de la politique agricole commune (PAC), qu'il considérait comme très positive. Bien sûr, tous les agriculteurs ne réagissent pas de la même façon. Je peux citer le cas d'une femme qui élève des canards et qui a dû beaucoup investir pour mettre son élevage aux normes. Son opinion sur l'Europe était extrêmement critique. On voit là deux manifestations d'un mode d'appréhension très particulier. Les agriculteurs sont très

informés sur l'Europe, ils ont leurs propres réseaux d'information, la FNSEA par exemple. Leur jugement sur l'Europe prend appui sur des expériences réelles mais circonscrites de l'Europe. Cela peut donner des résultats contrastés. Si on demande si l'Europe évoque quelque chose de positif ou de négatif, on obtiendra par exemple des réponses du type: « Je suis extrêmement pour, s'il n'y avait pas d'Europe, on ne s'en sortirait pas. L'État français ne pourrait pas payer pour nous, je suis très favorable à la construction européenne. » À la question: « Que pensez-vous de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne? », la même personne répondra: « Oh, de toute façon, ce n'est pas moi qui décide, je suis plutôt contre, mais bon... » Autrement dit, elle se désintéresse un peu des questions qui ne la concernent pas directement. Par rapport aux enquêtes d'opinion ou aux usages insuffisamment rigoureux des enquêtes d'opinion courantes, il est très important de rappeler que les opinions ne sont pas homogènes, et qu'elles ne sont pas toutes « politiques » ou pas toutes politiques de la même manière. Selon les personnes, elles ne renvoient pas aux mêmes réalités objectives et vécues. Elles n'ont pas la même intensité, la même force.

S/A: Peut-on dire que l'on retrouve ces investissements différents dans les votes « oui » ou « non » lors d'une consultation référendaire ?

DG: Bien sûr! Là où on pense poser une question générale par rapport à une constitution, ou à des institutions,

ou sur la poursuite de la construction européenne, certains répondent « la PAC », par exemple. Nous avons appelé ce mode d'intérêt pour l'Europe une « implication circonscrite ». C'est une vraie implication dans la construction européenne, en pour ou en contre, mais à partir d'un aspect limité.

S/A: Que dire de ceux qui s'intéressent peu à l'Europe ?

DG: C'est une attitude fréquente dans les milieux populaires, du moins dans les fractions qui ne sont pas influencées par des syndicats ou des associations, etc. En règle générale, les membres de ces milieux ne pensent rien de l'Europe politique. Une question de l'Eurobaromètre est la suivante: « Est-ce que vous êtes satisfait de la manière dont la démocratie fonctionne dans l'Union européenne? ». Quand on la pose à un ouvrier employé dans un abattoir comme nous l'avons fait, il répond « Quoi? ». Il faut que son épouse lui traduise la question – il n'y a pas assez « d'écoute » –, pour qu'il réponde: « Oui, oui, il n'y a pas assez d'écoute. » Sauf exceptions, ces publics n'ont pas d'opinion sur des enjeux comme la construction européenne, la démocratie, l'union politique, le service public... Quand on leur pose une question sur les effets de la politique européenne de la concurrence sur les services publics comme la SNCF, ils répondent « Non, le train je trouve cela pas trop cher, ça va, ma fille vient souvent nous voir... » Donc ils ne pensent pratiquement rien des enjeux de

la construction européenne, sauf sur quelques points qui renvoient à leur expérience personnelle.

S/A : Comme par exemple ?

DG : D'abord l'euro. Pour beaucoup de ces personnes, l'Europe c'est l'euro, et l'euro c'est « nul » ! Pourquoi ? Parce qu'ils font le test du *caddie* : « Avant, avec 1 000 francs, je remplissais mon *caddie*, maintenant avec 150 euros, je vois bien que j'ai moins qu'avant ». Donc l'euro m'a appauvri, donc je n'aime pas l'Europe...

Un autre exemple, ce sont les délocalisations. Pour beaucoup, l'Europe, c'est la possibilité de délocaliser. En République tchèque ou au Maroc ! Eh oui, notre ethnocentrisme intellectuel fait que quand nous disons « Europe », nous pensons Union européenne. Mais pour d'autres, l'Europe, c'est « l'ailleurs ». Je peux citer l'exemple d'un entretien avec une femme, agent de catégorie C dans un ministère. Elle n'aime pas l'Europe. Pourquoi ? Parce que, de son point de vue, l'Europe, c'est la possibilité que des étrangers viennent en France. L'« Europe » est confusément assimilée à l'ouverture des frontières, et l'ouverture des frontières ne concerne pas seulement la venue de « Roumains », c'est beaucoup plus large. Ce sont les « Chinois » ou les « Africains » qui bénéficient de logements et d'aides sociales, alors qu'on ne parvient pas à en obtenir pour soi-même ou pour ses enfants ! De telles perceptions donnent des points d'appui à ceux qui procèdent à ce que nous avons appelé une « éva-

luation à distance ». Cette évaluation peut être négative, mais on est alors très loin des questions politiques, des débats sur les services publics, sur une Europe moins libérale et plus sociale, etc. Si l'on aborde de telles problématiques devant ces catégories du public, elles ne les comprennent pas. Elles ne répondent pas ou elles retraduisent le sens des questions posées. En même temps, leur opinion se construit à partir de points d'appui. On peut remarquer que plus l'Europe s'objective, plus elle s'institutionnalise, plus elle fournira de tels points d'appui. Si nous avions fait la même enquête il y a 20 ans, nous n'aurions pas eu les mêmes résultats, pour la simple raison que l'euro n'existait pas. L'euro a aiguisé un peu la perception de l'existence de l'Europe. À côté de ces « évaluations à distance » négatives, il y a aussi des « évaluations à distance » non négatives.

S/A : Pourquoi ne pas dire positives ?

DG : Parce qu'elles ne s'expriment pas comme telles ! Les personnes qui réagissent de cette manière ne disent pas : « Oui, l'Europe, c'est positif ! » L'expression idéal-typique pour caractériser ce type d'évaluation est : « Ça ne me dérange pas ! » C'est pour cela que nous utilisons l'expression « non négatif ». Ce n'est pas : « L'Europe, c'est bien. » C'est : « Il y a l'euro, certains disent que ça a augmenté les prix. Bon, moi je ne suis pas sûr... L'Europe c'est bien pour les voyages ! Ah oui ! Moi je ne voyage pas, mais c'est bien. Nos dirigeants disent que c'est bien, je ne sais

pas, moi, ça ne me concerne pas, mais ça ne me dérange pas. » Autrement dit, c'est le sentiment subjectif que cela ne pèse pas sur leur situation personnelle.

S/A: Dans quelles couches de la population trouve-t-on ces attitudes ?

DG: Dans les couches populaires. Ce sont des personnes qui appartiennent à peu près aux mêmes milieux que celles dont l'opinion est négative. Ce sont par exemple des ouvriers sans diplôme et sans expérience syndicale. C'est pour cela que nous avons besoin d'observations très fines pour comprendre les différences de jugement. Pour expliquer les différences entre les deux évaluations (négative et non négative), il faut disposer d'informations précises relatives par exemple aux budgets des familles, pour repérer celles qui sont dans une situation économique telle qu'elles calculent au plus juste, qui sont à dix euros près. Celles-là vont donc être très sensibles à la hausse des prix. Mais des jeunes qui sont encore chez leurs parents, qui ont un peu d'argent, diront peut-être: « J'entends les anciens dire que l'euro, ça fait de l'inflation. Moi, l'euro ça ne me dérange pas. » Il faut tenir compte aussi de l'appréciation subjective d'une situation donnée. Je me souviens d'une femme dont la vie et celle de son compagnon semblaient sorties d'un roman de Zola. Mais elle expliquait qu'ils avaient quand même eu de la chance parce qu'ils ne s'étaient jamais retrouvés tous les deux en même temps sans emploi et sans revenu. Pourtant, ils font des « petits boulots »,

ils sont dans la précarité, ils bénéficient de diverses aides sociales. Mais, pour eux, le jugement sur l'euro et, du même coup, sur l'Europe, est non négatif: « Ça ne va pas trop mal comme ça ».

S/A: On a souvent noté que, pour les élections européennes, la forte abstention est surtout le fait des milieux populaires. Cela a-t-il un rapport avec ce que vous dites ?

DG: Oui, bien sûr! Certaines de ces personnes-là se tiennent à distance de la politique et ne votent jamais! Elles ont par exemple déménagé et ne se sont jamais inscrites sur la liste électorale de leur résidence actuelle. Mais, même si elles votent à certaines élections, ces couches de la population ne se déplacent pas pour les élections européennes. Ce n'est d'ailleurs pas en raison de leur attitude à l'égard de l'Europe, mais plutôt parce que ces citoyens peu concernés par la politique ne se rendent aux bureaux de vote que lorsque divers mécanismes de mobilisation sont à l'œuvre. Or pour diverses raisons, ces mécanismes ne fonctionnent pas ou fonctionnent au ralenti lors des élections européennes.

S/A: N'est-ce pas une forme de bon sens populaire ?

DG: On peut interpréter les choses de cette manière. Dans nos entretiens, quand nous abordons la question du vote lors du référendum sur le projet de Traité constitutionnel européen, certains nous ont dit que ce qui avait

pesé, c'est « le pavé » ! On leur a envoyé le texte du projet à domicile. Et là, certains disent : « Ils se moquent de nous ! » Ils nous ont dit : « J'ai reçu le pavé, je ne l'ai même pas ouvert ! La taille du pavé ! » D'autres ont expliqué : « J'ai ouvert au hasard, j'ai rien compris, c'est nul. » Le traité envoyé à domicile est perçu comme une agression. Le langage institutionnel officiel aussi est une agression de leur point de vue. Ils ont le sentiment qu'on se moque d'eux en leur demandant de faire ce qu'ils sont hors d'état de faire. Donc ils se défendent en se tenant à l'écart.

S/A : Est-ce qu'il y a encore d'autres types d'attitudes ?

DG : Oui ! Il existe un type de rapport à l'Europe qui est intermédiaire entre le « rapport synoptique » et « l'évaluation à distance ». Il est intermédiaire au sens où il s'agit de personnes moins informées que celles du premier type, mais davantage que celles du second. Elles n'ont aussi qu'une expérience limitée de « l'Europe ». La catégorie que nous classons dans « l'évaluation à distance » n'a pas d'expérience pratique de l'Europe, à part l'euro ou les délocalisations et ce qu'elle impute à l'Europe. Ceux qui se caractérisent par un « rapport synoptique » à l'Europe peuvent avoir une expérience approfondie dans ce domaine. Nous avons par exemple interrogé un consultant qui avait des bureaux à Paris, Londres, Porto, il résidait dans le sud-ouest de la France. Il disait : « L'Europe, c'est mon pays ; la France, c'est ma région, je discute de tel problème avec

mon comptable qui est espagnol... » La catégorie intermédiaire a une expérience restreinte de l'Europe, par exemple à travers les voyages, où ils ont observé qu'ils ne sont plus arrêtés aux frontières. Ils ont envoyé leurs enfants en séjour linguistique. C'est une forme intermédiaire d'expérience, d'information sur l'Europe. Elle est aussi intermédiaire dans le jugement. Ils sont dans le jugement général, comme ceux qui sont dans un rapport synoptique. Ceux qui évaluent l'Europe « à distance » sont en revanche dans le jugement privatif. Mais le jugement général des publics intermédiaires se construit beaucoup sur des critères éthiques, et peu sur des critères politiques. On trouve par exemple peu d'arguments du type : « L'Europe n'est pas assez sociale » ou « L'Europe, c'est bien pour développer des marchés ». On observe peu de références à la souveraineté. Dans les régions intermédiaires, on rencontre donc des jugements généraux, mais peu « politiques » (au sens où ils s'inscriraient dans les principaux débats politiques au sujet de l'Europe). La formulation idéaltypique qui permet de caractériser cette opinion (dans sa modalité positive) est : « l'Europe, c'est sympa ». « C'est sympa parce que cela rapproche les gens ». On évoquera éventuellement la guerre. Ou « l'Union fait la force pour peser face aux États-Unis, face à la Chine », « si on s'unit on sera plus fort », « ça permet de s'ouvrir aux autres, de connaître d'autres cultures, des recettes de cuisine nouvelles ». Ces personnes sont aussi intermédiaires socialement. On les trouve en effet surtout dans les régions intermédiaires de l'espace social.

S/A: *L'originalité de votre étude, c'est donc le fait de mettre en lien l'espace social avec l'espace des représentations de l'Europe ?*

DG: L'originalité, c'est d'abord une investigation plus poussée des représentations subjectives, y compris une analyse plus poussée de ce qu'on appelle les raccourcis d'information, les instruments cognitifs. C'est donc une sociologie compréhensive et cognitive plus approfondie. Ensuite, nous mettons en relation les représentations subjectives avec les positions et les trajectoires sociales. C'est ce qui permet de venir sur le terrain de l'explication. Nous essayons de tenir ces deux bouts: une sociologie compréhensive et une sociologie explicative. La sociologie compréhensive rend compte des raisons et des motifs qui sont des éléments de l'explication, dès lors qu'ils sont articulés avec les positions dans l'espace social, les trajectoires, le passage ou non par des mouvements comme la JOC, les syndicats. Sans oublier les contextes nationaux qui sont également un facteur explicatif important.

S/A: *Les résultats des Eurobaromètres sont toujours présentés par pays et on trouve des caractérisations de l'opinion du type: « les Danois sont eurosceptiques », « les Français sont ceci, quand les Allemands sont cela... ». Votre enquête permet-elle de faire apparaître des formes de rapport à l'Europe qui sont transnationales, si on prend en compte le critère social et non plus seulement national ?*

DG: Juan Diez Medrano a réalisé une enquête⁵ qui s'appuie comme nous sur la méthode des entretiens approfondis. Mais elle se limite aux élites politiques et économiques: responsables locaux ou nationaux de partis politiques, de chambres de commerce, de syndicats, etc. Les personnes interrogées viennent rarement des milieux populaires ou même des classes moyennes. Pour l'auteur, chaque pays a sa propre expérience de l'Europe: quand on est espagnol, on voit l'Europe et la construction européenne d'un point de vue espagnol. On associe l'Union européenne aux fonds structurels, aux effets en termes de sortie de la dictature, de modernisation du système politique. Quand on voit l'Europe depuis l'Allemagne, c'est différent: l'Europe représente le retour de l'Allemagne dans le concert des nations, c'est la fin du nazisme, etc. L'hypothèse de cette étude est que ces perceptions sont le fait des élites et qu'elles se diffusent dans l'ensemble de la population. Chaque Allemand aurait une vision plutôt positive de la construction européenne, parce qu'elle aurait permis d'en finir avec le passé nazi, de sauvegarder la démocratie, l'économie sociale de marché... Ce que nous avons constaté, c'est que cette vision-là, on peut en retrouver trace dans les fractions élevées de la société, mais pas ailleurs. Donc, en fait, il semble que Juan Diez Medrano ait étendu à l'ensemble des catégories du champ social des schèmes nationaux de perception, qui existent

5. Juan Diez Medrano, *Framing Europe*, Princeton University Press, 2003.

dans certains milieux, mais pas dans toutes les catégories de la population. Ce que nous avons observé, c'est que, dans les milieux populaires, là où les citoyens ont des conditions de vie qui sont perçues de façon négative, comme difficiles, nous sommes en présence d'un processus d'imputation de ces difficultés à l'Europe, via l'euro, via les délocalisations par exemple. Ce qui fait que les réactions à l'égard de l'Europe seront similaires, même si elles mobilisent des éléments d'appréciation qui varient selon le contexte national.

S/A: Peut-on dire que c'est vrai dans tous les pays européens ?

DG: À tout le moins, dans tous ceux où nous avons pu mener des enquêtes. Avec peut-être des éléments de spécificité nationale, qui ne sont pas répandus de manière homogène dans la population, mais qui existent. En Pologne, il y a eu un important débat au moment de l'adhésion et du référendum organisé à cette occasion. Il y a eu une assez forte mobilisation politique. Mais il n'est pas du tout certain que les questions sur les avantages ou au contraire les inconvénients de l'adhésion à l'Union européenne pour la Pologne se soient diffusées dans toute la population et selon les mêmes termes.

Cela ne veut pas dire que le contexte national n'est pas important, bien au contraire. Quand on reste dans un cadre national donné, par exemple dans le cadre français, il y a des choses qui vont de soi et qu'on ne voit pas. Dès qu'on se place dans un autre contexte,

on aperçoit qu'il y a des problématisations de l'Europe spécifiques à chaque contexte national ou groupe de contextes. Par exemple, le fait d'être ressortissant d'un « grand pays » ou d'un « petit pays ». Les Français ou les Allemands, qui sont du côté des « grands pays », n'explicitent pas leur position. Pourtant, ils voient « l'Europe » du point de vue de ressortissants d'un « grand pays ». Dans les « petits pays », on constate que les perceptions sont explicites sous ce rapport. En République tchèque ou en Pologne par exemple, on formule une critique de l'Europe qui n'existe guère en France ou en Allemagne: l'Union européenne y est vue comme un instrument de domination des « grands pays » et c'est un élément de critique assez récurrent dans une partie du public. ■